A°. 1926.  N°. 40.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 11den Augustus 1926, No. 617, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 28sten Mei 1926 (Staatsblad No. 157), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 22 Juli 1924 te Reval tusschen Nederland en Estland gesloten voorloopig Handelsverdrag (Staatsblad 1925, No. 249), alsmede van de op 22 Juli 1924 tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Estlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 14 Juni 1926, 4de Afdeeling, No. 74/209, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 28sten Mei 1926 (Staatsblad No. 157), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 22 Juli 1924 te Reval tusschen Nederland en Estland gesloten voorloopig Handelsverdrag (Staatsblad 1925, No. 249), alsmede van de op 22 Juli 1924 tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Estlandschen Minister van Buitenlandschen Zaken gewisselde nota's.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 28 Mei 1926 (Staatsblad No. 157) nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 26n. Augustus 1926.
De wnd. Gouvernements-Secretaris,
J. G. STATIUS MULLER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van den 23sten Juni 1925 (*Staatsblad* n°. 249), houdende goedkeuring van het op 22 Juli 1924 te *Reval* tusschen *Nederland* en *Estland* gesloten voorloopig handelsverdrag, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gezien mede de op 22 Juli 1924 te *Reval* tusschen Onzen Gezant te *Kopenhagen* en den Estlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken gewisselde nota's, van welke nota's insgelijks een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 4 Mei 1926 te *Reval* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 22sten Mei 1926, Directie van het Protocol, n°. 14787;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, alsmede bovenbedoelde nota's te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 28sten Mei 1926.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *tienden* Juni 1926.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

Traité de Commerce Provisoire entre les Pays-Bas et l'Esthonie.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Esthonie, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Chevalier Willem Louis Frederik Christiaan de Rappard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas auprès du Gouvernement de la République d'Esthonie;

Le Gouvernement de la République d'Esthonie:

Charles Robert Pusta, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Les ressortissants, les sociétés (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et les produits du sol et de l'industrie de l'une des deux Parties Contractantes, jouiront sur le territoire de l'autre partie d'un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé sous la réserve bien entendu des restrictions exprimées aux articles 5, 6 et 7.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés de l'une des deux Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

Article II.

1. Les bâtiments de l'une des deux Parties Contractantes jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de l'autre partie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments nationaux ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée.

2. Les Parties Contractantes se réservent le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments nationaux.

Article III.

1. Les Parties Contractantes s'engagent en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers leurs territoires, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à l'autre partie et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux de leur propre nationalité, origine, importation ou propriété ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

2. Cette disposition, pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

Article IV.

Les dispositions du présent traité sont applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux ressortissants, sociétés et bâtiments et aux produits du sol et de l'industrie de ces pays.

Article V.

Il est bien entendu que les dispositions du présent traité n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle une des deux Parties Contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article VI.

Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que l'Esthonie a accordé ou accordera à l'avenir à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie et l'Union des Républiques Socialistes Soviétistes ou à tous ces pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un Etat tiers.

Article VII.

Il est entendu que le présent traité ne déroge en rien aux faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière, qui pour des raisons locales seraient accordées par une des Parties Contractantes à des Etats limitrophes.

Article VIII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article IX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double à Tallinn, le 22 juillet mil neuf cent vingt-quatre.

W. L. F. C. van Rappard.
Ch. R. Pusta.

Tallinn, le 22 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les dispositions de l'article 1 du traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République d'Esthonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit des personnes, ne porteront atteinte ni aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de délivrance ou de prorogation de visas, ni aux droits des deux parties de refuser l'entrée ou un séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

Il est entendu d'autre part, que les dispositions de l'article 2 alinéa 1-er ne s'appliqueront point à la pêche.

Enfin, par l'expression ,,conventions générales internationales'' figurant à l'article 5 du traité de commerce précité, le Gouvernement de la Reine entend parler des conventions collectives d'intérêt général telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W. L. F. C. van Rappard.

Son Excellence

Monsieur Ch. R. Pusta,

Ministre des Affaires Etrangères

à Tallinn.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

Tallinn, le 22 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 22 juillet relative à l'interprétation à donner à quelques clauses du traité de commerce conclu ce jour entre le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Esthonie, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il est bien entendu que:

1) les dispositions de l'article 1-er du traité précité, pour autant qu'elles concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit des personnes, ne porteront atteinte ni aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de délivrance ou de prorogation de visas, ni aux droits des deux parties de refuser l'entrée ou un séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables;

2) les dispositions de l'article 2 alinéa 1-er ne s'appliquent point à la pêche;

3) enfin, par l'expression „conventions générales internationales" le Gouvernement de la République d'Esthonie entend parler des conventions collectives d'intérêt général telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, etc.

CH. R. PUSTA.

Son Excellence
Monsieur W. L. F. C. CHEVALIER DE RAPPARD.
Ministre des Pays-Bas en Esthonie.

Voorloopig handelsverdrag tusschen Nederland en Estland.

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering der Republiek Estland, de ontwikkeling der handelsbetrekkingen tusschen hare landen wenschende te bevorderen, hebben besloten een handelsverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hare gevolmachtigden benoemd, te weten:

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

WILLEM LOUIS FREDERIK CHRISTIAAN Ridder VAN RAPPARD, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij de Regeering van de Republiek Estland;

De Regeering van de Republiek Estland:

CHARLES ROBERT PUSTA, Minister van Buitenlandsche Zaken,

die, na elkander hunne, in goeden en behoorlijken vorm bevonden, volmachten te hebben medegedeeld, tot overeenstemming zijn gekomen nopens de volgende bepalingen:

Artikel I.

1. De onderdanen, de vennootschappen (naamlooze en andere) op het gebied van handel, nijverheid en financiën, daaronder begrepen de scheepvaartmaatschappijen, en de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van een der beide Verdragsluitende Partijen, zullen op het grondgebied van de andere Partij eene behandeling genieten, in alle opzichten ten minste even gunstig als die, toegestaan of toe te staan aan de onderdanen, aan de vennootschappen en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van het meestbegunstigde vreemde land, wel te verstaan onder voorbehoud van de beperkingen, nedergelegd in de artikelen 5, 6 en 7.

2. Deze behandeling zal worden toegestaan ten aanzien van al hetgeen betreft de vestiging van onderdanen en

vennootschappen van een der beide Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere, het drijven van handel, de uitoefening der nijverheid en van beroepen, alsmede voor al wat betreft handels- en scheepvaartzaken ten aanzien van den invoer, den uitvoer en den doorvoer; de douanerechten en formaliteiten, en de handelsverrichtingen; de betaling van belastingen.

Artikel II.

1. De vaartuigen van een der beide Verdragsluitende Partijen zullen in de havens, op de rivieren en in de territoriale wateren van de andere Partij eene behandeling genieten, niet minder gunstig dan die, toegestaan of toe te staan aan de nationale vaartuigen of aan die van de meestbegunstigde vreemde natie.

2. De Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor, de uitoefening van de kustvaart slechts toe te staan aan de nationale vaartuigen.

Artikel III.

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich bovendien, op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen, komende van of bestemd voor de andere Partij, vrijen doortocht toe te staan over haar grondgebied, daaronder begrepen de territoriale wateren, en in zake van faciliteiten, kosten, beperkingen, enz. eene behandeling te verleenen, ten minste even gunstig als die, toegekend of toe te kennen aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen harer eigen nationaliteit, haar zelf toebehoorende, herkomstig van haar eigen gebied of door haar zelf ingevoerd, dan wel toegekend of toe te kennen aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen van eene andere, meer begunstigde, nationaliteit, of herkomstig of ingevoerd uit of het eigendom van een land, dat te dezen aanzien gunstiger wordt behandeld.

2. Deze bepaling zal, voor zoover zij betreft den vrijen doorvoer van goederen, in niets afbreuk doen aan de wettelijke voorschriften nopens den doorvoer van wapenen en oorlogsbehoeften.

Artikel IV.

De bepalingen van dit verdrag zijn van toepassing op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, alsmede op de

onderdanen, vennootschappen, vaartuigen en voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid dezer landen.

Artikel V.

Het is wel verstaan, dat de bepalingen van dit verdrag aan geen der Verdragsluitende Partijen eenig recht toekennen of haar eenige verplichting opleggen, welke inbreuk zou maken op eene algemeene internationale overeenkomst, waartoe een der beide Verdragsluitende Partijen is toegetreden of in de toekomst zal toetreden.

Artikel VI.

Nederland zal niet op grond van bovenstaande bepalingen aanspraak kunnen maken op de gunsten, die Estland heeft toegestaan of in de toekomst zal toestaan aan Finland, Letland, Litauen en aan de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken of aan al deze landen, zoolang deze voordeelen niet zullen zijn toegestaan aan een derden staat.

Artikel VII.

Het is wel verstaan, dat dit verdrag in niets afbreuk doet aan de gunsten met betrekking tot de grensverbindingen, het grensverkeer en den grenshandel, welke om redenen van plaatselijken aard door een der Verdragsluitende Partijen aan aangrenzende staten zouden worden toegestaan.

Artikel VIII.

Elk geschil over de uitlegging, de toepassing of de uitvoering dezer overeenkomst, hetwelk niet langs diplomatieken weg tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen is kunnen worden opgelost, zal worden onderworpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

Artikel IX.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Reval worden uitgewisseld. Het zal in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden en zal van kracht blijven tot na afloop van een termijn van drie maanden, te rekenen van den dag der opzegging.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te Reval, den 22sten Juli negentienhonderd vier en twintig.

W. L. F. C. van Rappard.

Ch. R. Pusta.

Reval, 22 Juli 1924.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat het wel verstaan is, dat de bepalingen van artikel 1 van het heden tusschen de Regeering van de Republiek Estland en de Regeering van Hare Majesteit de Koningin gesloten handelsverdrag, voor zoover deze bepalingen betrekking hebben op de vestiging van de onderdanen en den vrijen doorvoer van personen, geen inbreuk zullen maken op de in de beide landen, ten aanzien van de verleening of de verlenging van visa van kracht zijnde bepalingen, noch op de rechten van de beide Partijen om den toegang of het verder verblijf te weigeren aan de personen, die ongewenscht zullen worden geacht.

Het is bovendien wel verstaan, dat de bepalingen van artikel 2, 1ste alinea, niet van toepassing zullen zijn op de vischvangst.

Ten slotte wordt de uitdrukking „conventions générales internationales", voorkomende in artikel 5 van eerdergenoemd handelsverdrag, door de Regeering van Hare Majesteit de Koningin verstaan als te slaan op collectieve verdragen van algemeen belang, als bijvoorbeeld het internationaal opiumverdrag, de internationale telegraafovereenkomst, enz. enz.

Wil, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting aanvaarden.

W. L. F. C. van Rappard.

Zijner Excellentie
den Heere Chr. R. Pusta, *Minister van Buitenlandsche Zaken te Reval.*

MINISTERIE VAN
BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Reval, 22 Juli 1924.

Mijnheer de Minister,

Met verwijzing naar de nota van Uwe Excellentie onder dagteekening van 22 Juli, betreffende den aan enkele clausules in het heden tusschen de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering van de Republiek Estland gesloten handelsverdrag te geven uitleg, heb ik de eer Uwer Excellentie te bevestigen, dat het wel verstaan is, dat

1) de bepalingen van artikel 1 van eerdervermeld verdrag, voor zoover betrekking hebbende op de vestiging van de onderdanen en den vrijen doorvoer van personen, geen inbreuk zullen maken op de in de beide landen, ten aanzien van de verleening of de verlenging van visa van kracht zijnde bepalingen, noch op de rechten van de beide Partijen om den toegang of het verder verblijf te weigeren aan de personen, die ongewenscht zullen worden geacht;

2) de bepalingen van artikel 2, 1ste alinea, niet van toepassing zijn op de vischvangst;

3) ten slotte de uitdrukking ,,conventions générales internationales'' door de Regeering van de Republiek Estland wordt verstaan, als te slaan op collectieve verdragen van algemeen belang, als bijvoorbeeld het internationaal opiumverdrag, de internationale telegraafovereenkomst, enz. enz.

CHR. R. PUSTA.

Zijner Excellentie
den Heer W. L. F. C. Ridder VAN RAPPARD,
Gezant van Nederland in Estland.